



La concurrence au service de tous



Enquêteur Informatique légale (H/F)

Service investigations

Publication le 16/11/2022

Autorité administrative indépendante, l'Autorité de la concurrence veille au bon fonctionnement concurrentiel de l'économie en France. Elle contribue à la régulation de la concurrence aux niveaux européen et international. Sa compétence transversale la conduit à intervenir dans tous les secteurs économiques.

Elle a en charge 4 grandes missions :

Lutter contre les pratiques anticoncurrentielles (ententes et abus)
Contrôler les opérations de concentrations (fusions et rachats)
Emettre des recommandations (avis aux pouvoirs publics et acteurs économiques)
Réguler les professions réglementées

Figurant parmi les meilleures autorités de concurrence au monde dans le classement de la Global Competition Review, l'Autorité est également en pointe sur les nouvelles problématiques liées à l'économie numérique et au développement durable.

ENVIRONNEMENT DU POSTE

Les services d'instruction, dirigés par le rapporteur général, comptent environ cent rapporteurs permanents. Ils comprennent aujourd'hui six services dédiés au traitement des dossiers contentieux (unités concurrence), dont l'un est par ailleurs en charge des professions réglementées, ainsi que le service des concentrations, le service des investigations, le service économique et le service de l'économie numérique. Chaque service est dirigé par un chef de service et/ou un rapporteur général adjoint.

Le service Investigations est placé sous l'autorité d'un chef de service, lui-même sous l'autorité du rapporteur général. Il est constitué de 10 personnes ; 1 chef de service, 3 adjoints, 5 rapporteurs et 1 enquêteurs.

Le service est organisé en 3 pôles :

- Le pôle Enquêtes a en charge l'analyse des projets et rapports d'enquête transmis à l'Autorité par la DGCCRF, l'organisation des opérations de visite et saisie (OVS) menées sur les fondements de l'article L 450-4 du code de commerce et la prise en charge de commissions rogatoires délivrées dans les conditions prévues par l'article L450-1 II bis du code de commerce.

- Le pôle Contentieux a en charge la mise en place juridique des opérations de visite et saisies et le traitement du contentieux généré par ces investigations sur autorisation judiciaire.
- Le pôle Informatique Légale a notamment en charge la mise au point des techniques d'investigations sur supports informatiques et l'animation du réseau Informatique Légale.

Le poste à pouvoir se trouve au sein du pôle Informatique légale, composé d'un adjoint, un rapporteur et un enquêteur.

DESCRIPTION DU POSTE

L'enquêteur recruté a vocation à participer à l'ensemble des missions prises en charge par le pôle Informatique légale à savoir :

- Préparation et participation aux opérations de visite et saisie en tant que spécialiste informatique.
- Conception et élaboration des méthodes d'investigations sur supports informatiques (forensic IT sur ordinateurs, serveurs, téléphones mobiles ...).
- Formations des rapporteurs des services d'instruction aux techniques de fouilles informatiques.
- Développement et maintenance de scripts utilisés pour la collecte et l'analyse de preuves numériques.
- Amélioration des techniques d'exploitation des données informatiques saisies.
- Administration du laboratoire informatique légale (serveur, stations, logiciels d'analyse).
- Veille technologique active sur tous les domaines informatiques en lien avec les missions du pôle pour rechercher en permanence des voies d'amélioration des techniques et des méthodes.
- Relations avec les autorités nationales (services de police, gendarmerie, DGCCRF, DGFIP, DGDDI et autres autorités administratives indépendantes) et internationales (institutions européennes et autorités de concurrence des états membres) en charge des investigations numériques (réunions, colloques, groupes de travail)

Il devra également participer à la gestion centralisée des matériels d'investigation (pool d'ordinateurs, de logiciels et d'accessoires nécessaires à la réalisation des investigations) en les maintenant opérationnels et à jour, le cas échéant en les faisant évoluer.

PROFIL DU CANDIDAT

Des connaissances approfondies en matière informatique éventuellement sanctionnées par un diplôme universitaire sont en conséquence requises, en particulier dans les domaines suivants :

- Pour le développement et la maintenance des solutions internes :
 - Maîtrise de différents langages de programmation (Python, C++...).
 - Expertise sur les systèmes d'exploitation Linux (scripting bash, ...).
- Pour la collecte de données numérique en OVS :
 - Bonne connaissance des systèmes d'exploitation (Windows, Linux, Mac) et environnements bureautiques.
 - Connaissances en architectures des réseaux d'entreprises, des principaux systèmes de messageries électroniques particulièrement Microsoft Outlook/Exchange.
 - Eventuellement, maîtrise et expérience des outils d'investigations informatiques (EnCase, FTK, Nuix, XRY, UFED ...). Une certification ou un diplôme en matière d'investigations informatiques (forensiques) serait un plus.

Des formations internes et externes pourront compléter les connaissances universitaires de jeunes diplômés.

Le poste requiert une excellente capacité à travailler en équipe, de la disponibilité et de la mobilité (missions sur l'ensemble du territoire national) ainsi que de la rigueur.

Doté d'une grande autonomie et du sens du service public, le titulaire du poste devra faire preuve de capacités d'anticipation, d'une grande réactivité et être force de proposition.

MODALITES DE CANDIDATURE ET DE RECRUTEMENT

Le poste est ouvert aux agents titulaires de catégorie B (détachement sur contrat) et aux contractuels (contrat à durée indéterminée).

Les candidatures (curriculum vitae et lettre de motivation) sont à adresser, par courriel, **au plus tard le 18 décembre 2022** à recrutement@autoritedelaconcurrence.fr. Merci de noter sur votre candidature la référence de l'offre : « **ENQUETEUR/SI/2022** ».

Des renseignements peuvent être pris auprès des personnes suivantes :

Noémie Picand, chargée du recrutement au service des ressources humaines : 01.55.04.01.06

Sophie Bresny, cheffe du service investigations : 01.55.04.00.63

Benjamin Tranakidis, rapporteur au service investigations : 01.55.04.01.83

Autorité de la concurrence

11, rue de l'échelle, 75001 Paris

01 55 04 00 00

www.autoritedelaconcurrence.fr

